

Un chanteur dissident rwandais retrouvé mort dans sa cellule

@rib News, 17/02/2020 Source AFP Un célèbre chanteur rwandais dont la musique a été interdite par le pouvoir a été retrouvé mort dans sa cellule, a affirmé lundi la police rwandaise, trois jours après avoir été arrêté pour quitter le pays. Kizito Mihigo, qui a survécu au génocide au Rwanda et dont les chansons provoquaient la colère du gouvernement du président Paul Kagame, a été retrouvé mort dans sa cellule vers 05H00 (02H00 GMT).

Mihigo, qui avait été condamné à une peine de dix ans de prison en 2015 pour conspiration contre le gouvernement avant d'être remis en liberté, a été arrêté pour avoir tenté de traverser la frontière sud du Rwanda, vers le Burundi. Le porte-parole de la police John Bosco Kabera a déclaré que le chanteur avait reçu la visite de membres de sa famille et de son avocat durant sa détention. «Une enquête a été ouverte pour déterminer les raisons de son suicide», a-t-il ajouté. Kizito Mihigo avait été accusé en 2014 d'avoir mobilisé des jeunes pour des mouvements rebelles en exil dont des membres sont accusés d'avoir activement participé au génocide de 1994 qui a fait 800.000 morts, essentiellement par les Tutsi, selon l'ONU. Il est attiré les foudres du Front populaire rwandais (FPR au pouvoir) en 2013 après avoir composé des chansons qui remettaient en question le contrôle strict du gouvernement sur l'héritage de la tragédie de 1994. Sa musique, autrefois populaire auprès des élites dirigeantes, a été rapidement interdite. Deux ans plus tard, il a été accusé de terrorisme et de soutien à un mouvement politique d'opposition et condamné à 10 ans de prison. Ses avocats avaient souligné l'absence de preuves contre leur client. Le chanteur a ensuite été libéré après une grève de la prison présidentielle en septembre 2018. Mihigo n'est pas la première personnalité critique envers le gouvernement à mourir en détention au Rwanda. L'année dernière, un ancien directeur général du bureau de Paul Kagame a été retrouvé mort dans une prison militaire après avoir été condamné à 10 ans pour corruption. En 2015, un ancien membre du personnel de Kagame, Emmanuel Gasakure, a été abattu par la police alors qu'il était en détention. Depuis 1994, Paul Kagame est accusé de diriger le pays d'une main de fer, de réprimer toutes les formes de dissidence et d'emprisonner ou d'exiler des politiciens de l'opposition. Human Rights Watch a notamment accusé le régime de Kagame d'exécutions sommaires, d'arrestations, de détentions illégales et de tortures en détention.